COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact presse : Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

Paris, le 3 novembre 2026

Contre-budget libéral de Génération Libre : 64 amendements pour réduire les dépenses publiques, libérer l'économie et rendre du pouvoir aux Français

Le think tank Génération Libre présente **64 amendements aux projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2027**, issus de son contre-budget libéral.Face à l'impasse budgétaire française, Génération Libre entend rompre avec les approches purement comptables pour proposer une véritable alternative politique : **recentrer l'État sur ses missions, libérer l'économie et simplifier la vie des Français.**

L'objectif n'est pas simplement de réaliser des économies ou de réduire ponctuellement certains prélèvements, mais de remettre en question le périmètre de l'intervention publique. **Car le budget n'est pas un simple exercice comptable : il traduit une vision de la société, et chaque euro dépensé par l'État est une part de libre choix retirée aux citoyens. Chaque nouvelle niche ou subvention pour "aider" une catégorie de la population est une couche de complexité ou d'impôts pour l'ensemble des citoyens-contribuables.**

Sortir de la crise budgétaire par la liberté

Dans son contre-budget libéral, Génération Libre décrit la trajectoire budgétaire française comme une tragédie en cinq actes : un État qui se disperse, qui ponctionne toujours davantage, qui complexifie le système socio-fiscal, qui s'enfonce dans la dette et qui risque, à terme, la crise financière.

Face à cette situation, le think tank défend une autre voie : recentrer l'État sur ses missions essentielles plutôt que chercher à financer indéfiniment l'extension de son intervention dans la société.

Car le budget n'est pas un simple exercice comptable. Il traduit un choix de société : chaque euro prélevé et dépensé par l'État est un euro dont les citoyens ne peuvent plus disposer librement.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact presse : Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

Dix propositions de rupture pour nourrir le débat budgétaire

Parmi les mesures défendues dans le contre-budget, dix propositions illustrent particulièrement cette ambition.

1. Recentrer l'État sur ses missions essentielles

- **Supprimer le crédit d'impôt recherche (CIR)**, dont le coût est évalué à 7,38 milliards d'euros en 2027, pour lui préférer une baisse générale de la fiscalité des entreprises. Plutôt que de prélever lourdement pour redistribuer des aides ciblées, Génération Libre propose de laisser directement aux entreprises les moyens d'investir et d'innover.
- **Vendre les actifs immobiliers de l'État qui ne sont pas indispensables à ses missions régaliennes**, pour affecter le produit des cessions au désendettement et rationaliser la gestion du patrimoine public. L'État n'a pas vocation à être propriétaire de tous les bâtiments qu'occupent ses administrations.
- **Céder les participations de l'État dans les entreprises françaises**, afin de réduire son rôle d'actionnaire, de dégager des recettes pour le désendettement et de recentrer son intervention sur les missions qui relèvent véritablement de la puissance publique.

2. Libérer l'économie et le patrimoine des Français

- **Supprimer douze taxes à faible rendement**, représentant environ 877 millions d'euros de recettes attendues en 2027, pour mettre fin à des prélèvements sectoriels dont la complexité administrative est disproportionnée au regard de leur rendement.
- **Rendre l'impôt sur le revenu plus universel**, en instaurant un taux de 2 % dès la première tranche du barème, tout en diminuant de deux points le taux de la tranche suivante. L'objectif est de renforcer le consentement à l'impôt en rendant plus visible la contribution de chacun au financement des dépenses publiques.
- **Libérer les successions et donations**, en instaurant un taux unique de 20 %, après application des abattements, sans distinction selon les liens de parenté, et en supprimant la réserve héréditaire. Chacun doit pouvoir transmettre librement son patrimoine aux personnes de son choix.
- **Faciliter les donations de son vivant**, en portant à 100 000 euros l'exonération des dons familiaux de sommes d'argent et en supprimant le mécanisme de

Contact presse : Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

renouvellement tous les quinze ans au profit d'une exonération utilisable une fois entre un même donateur et un même bénéficiaire. Une manière de favoriser la circulation du patrimoine entre les générations au moment où elles en ont le plus besoin.

3. Simplifier la vie des Français et leur rendre le pouvoir de choisir

- **Verser les allocations familiales dès le premier enfant**, en instaurant un montant identique d'environ 83 euros par enfant au taux plein, indépendamment de son rang dans la fratrie. Cette réforme, conçue à dépense constante, recentrerait la politique familiale sur l'enfant plutôt que sur la composition du ménage.
- **Supprimer la journée de solidarité**, pour mettre fin au principe d'une journée de travail supplémentaire non rémunérée. La solidarité nationale doit reposer sur un financement équitable et non sur du travail gratuit.
- **Transformer les titres-restaurant en primes directement versées aux salariés**, sans fiscalité additionnelle, afin de supprimer les intermédiaires et les restrictions d'utilisation. Chaque salarié doit pouvoir disposer librement du fruit de son travail, sans que l'État décide à sa place de la manière dont il doit dépenser son argent.

Pour traduire cette vision en actes, Génération Libre met à la disposition des parlementaires 64 amendements directement déposables dans le cadre de l'examen du PLF et du PLFSS pour 2027. Le think tank appelle la représentation nationale à se saisir de ces propositions pour ouvrir un véritable débat sur le périmètre de l'État et les conditions du redressement de nos finances publiques.